

Noir et Rouge Numéro Mars 1957

Il y a un an paraissait
le no 1 de nos cahiers. Nous ne profiterons pas de
l'occasion pour exprimer les auto-congratulations d'usage en pareil
cas, car à la vérité l'état actuel de
l'anarchisme en ce pays ne devrait pousser les militants libertaires
(quelle que soit leur tendance) à aucun optimisme spécial.
Non, cet « anniversaire » sera plutôt
l'occasion pour nous d'établir un premier bilan dont la
modestie même, on s'en doutera, nous donne des raisons précises
de lutter avec encore plus de ténacité et surtout de
patience car il s'annonce de longue haleine, le combat à
venir...

Un an. Le sixième
numéro de « Noir & Rouge »,
l'encouragement des lettres de nouveaux camarades, la possibilité
d'augmenter notre tirage à chaque parution, l'espoir réel
d'améliorer notre présentation dès que possible,
voilà pour nos cahiers

Des militants qui se
recrutent un à un, avec une exigence dont on nous critiquera
peut-être mais dont l'amère expérience au sein
d'un ex-mouvement d'origine libertaire nous a rendus résolument
partisans, des positions politiques qui s'élaborent, d'autres
qui se précisent, tout cela avec difficulté parfois
(mais n'est-ce pas normal ?) un lien solidement établi
avec les camarades d'une organisation « à
l'étranger » dont nous reparlerons, les débuts
d'une propagande extérieure, notre deuxième congrès
très proche maintenant, voilà pour les G.A.A.R.

Ces quelques précisions
apportées quant à nous, il n'est pas inutile d'en venir
à un plan beaucoup plus vaste, celui du monde où nous
venons précisément de vivre pendant cette année.
En effet, et comme par hasard, on peut dire que notre naissance a
bénéficié, ce qui est façon de parler, de
circonstances exceptionnelles, particulièrement inquiétantes
pour la paix du monde. Un rapide retour en arrière nous
rappelle qu'effectivement, au début de l'automne dernier, les
contradictions du monde capitaliste poussaient le très
socialiste Guy Mollet à s'allier avec le très
conservateur Eden pour une extravagante croisade au cours de laquelle
plusieurs milliers de travailleurs égyptiens ensevelis sous
les ruines des quartiers pauvres de Port-Saïd (après le
passage libérateur des escadrilles démocratiques)
payèrent de leur vie l'infortune d'être nés près
d'un certain canal.

Dans le même temps
les contradictions du monde stalinien, car ce régime engendre
lui aussi ses propres contradictions d'une nature certes différente
de celles du capitalisme classique mais non moins réelles,
poussaient la Russie dite Soviétique à écraser
impitoyablement les soviets hongrois au nom de la lutte
contre-révolutionnaire ! Quant au prolétariat
mondial, en pleine « solidarité agissante »,
il empilait les boîtes de conserve en prévision du
conflit éventuel alors que les fascistes et la racaille
réactionnaire des différents pays profitaient de
l'occasion inespérée pour se déchaîner de
la manière que l'on sait.

Pour en revenir plus
particulièrement à l'amère patrie, cette même
année voyait la social-démocratie, fidèle en
cela à sa ligne de trahison permanente des intérêts
de la classe exploitée, s'enfoncer dans l'abjecte campagne
d'Algérie en rappelant par centaines de milliers les
« disponibles ».

Nous n'épiloguerons
pas sur les suites de cette « politique », tout
le monde voit aujourd'hui où Mollet-Lacoste-Pineau et leur
Parti Socialiste en sont arrivés. Et il n'est pas impossible
que de « pacification » en tortures, le
socialisme S.F.I.O. ne nous amène tout bonnement le fascisme.

Certes, nous ne sommes
pas devins et tel n'est pas notre propos, mais cela s'est déjà
vu et après tout, dans « national-socialisme »
il y a « socialisme » rappelons-nous.

Voici donc rapidement
résumés quelques-uns des plus funestes évènements
d'une année fertile en catastrophes. On pourra nous objecter
que nous oublions, entre autres, l'affaire de Jordanie et surtout le
danger radioactif. Bien sûr, mais souvenons-nous que tous ces
faits font partie d'un même ensemble lequel s'appelle le
conflit des deux blocs dirigeants (où ?) le monde.
L'important pour nous est de savoir ce que feront les libertaires en
fonction de cet ensemble. Or, il s'avère (et c'est pour cela
qu'au début nous disions qu'il serait vain de se féliciter
de l'état actuel de l'anarchisme en ce pays) qu'aux moments
les plus critiques des mois écoulés, les anarchistes se
retrouvèrent surpris par les évènements, quasi
paralysés par un manque évident de la plus élémentaire
coordination. Nous avons, tous autant que nous sommes,
d'excellents motifs pour justifier notre carence, mais la question
n'est pas là, et seule demeure l'absolue nécessité
de toujours mieux nous organiser, quelles que soient les tendances du
mouvement anarchiste dans son ensemble.

Coordonner, organiser,

s'organiser, très bien, reprendront certains, pourquoi restez-vous alors « en dehors », rejoignez la F.A.F., tendez à l'unification !

Nous ne répéterons jamais assez que nous préférons de beaucoup l'organisation par tendances, à un regroupement « pour le principe » où sous prétexte de LIBERTÉ ABSOLUE tous les efforts s'annulent en fin de compte. D'où la création des G.A.A.R., groupés sur les bases de l'anarchisme-communiste. D'où également notre non-participation à une F.A.F. par trop hétérogène. Il est évident que cette prise de position n'implique aucune hostilité de notre part, mais s'explique par la plus simple logique. La seule chose que nous souhaitons, c'est que nos camarades de la Fédération Anarchiste discutent à fond ces problèmes et nous savons que leur congrès de la Pentecôte peut se révéler très positif en ce sens. Dès à présent, les militants anarchistes doivent tendre à une meilleure coordination de leurs efforts afin de ne pas être une fois de plus pris au dépourvu en cas d'évènements graves. Les G.A.A.R., au seuil de la deuxième année de leurs cahiers, pensent plus que jamais que l'anarchisme a encore son mot à dire. Cela se fera si nous le voulons tous.

Noir et Rouge

Une des tâches assignées par le 1er congrès des G.A.A.R. au groupe éditeur de *Noir et Rouge* est la sélection des textes des « classiques » anarchistes mal connus ou jamais traduits et la publication de ces textes dans la mesure où ils peuvent contribuer à clarifier telle ou telle préoccupation idéologique actuelle.

Le problème de *l'organisation anarchiste* constitue une des préoccupations des anarchistes de ce pays.

« N.et R. » a déjà publié sur ce sujet un article de Maria Körn, et sous le titre « [Pour la Clarté](#) » quelques-uns de nos camarades ont apporté quelques précisions sur la conception de l'organisation des militants G.A.A.R.

Nous publions aujourd'hui une traduction d'articles d'Errico Malatesta parus il y a 60 ans dans « l'Agitazione » journal anarchiste italien.

Nous nous efforcerons dans les prochains numéros de publier d'autres textes relatifs à l'organisation anarchiste.

Nous souhaitons
connaître les opinions de nos lecteurs sur ce sujet.

L'organisation}}}

I

Il y a des années
qu'on discute, entre anarchistes, cette question. Et, comme il arrive
souvent, quand on prend goût à une discussion, la
recherche de la vérité est dominée par le désir
d'avoir toujours raison, ou quand les discussions théoriques
ne sont qu'une tentative de justifier une conduite pratique inspirée
par d'autres motifs, il se crée une grande confusion d'idées
et de vocabulaire.

Rappelons, en passant et
uniquement pour nous en débarrasser, les simples questions de
mots qui ont atteint parfois les plus hauts sommets du ridicule,
comme par exemple : « nous ne sommes pas pour
l'organisation mais pour l'harmonisation » ; « nous
sommes contre l'association mais nous admettons l'entente » ;
« nous ne voulons pas de secrétaire et de caissier,
car ce sont des choses autoritaires, mais nous chargeons un camarade
d'effectuer la correspondance et un autre pour garder l'argent »
— et passons à la
discussion sérieuse.

Il y a parmi ceux qui
revendiquent le nom d'anarchistes, avec divers adjectifs ou sans
adjectif, deux fractions : les partisans et les adversaires de
l'organisation.

Si nous ne pouvons pas
tomber d'accord, tâchons du moins, de nous comprendre.

Et avant tout, faisons
une distinction, puisqu'il s'agit d'une triple question :
l'organisation en général comme principe et condition
de vie sociale, aujourd'hui ainsi que dans la société
future ; l'organisation du parti [\[1\]](#)
anarchiste ; et l'organisation des forces populaires et
spécialement celles des masses ouvrières pour la
résistance contre le gouvernement et contre le capitalisme.

La nécessité
de l'organisation dans la vie sociale, et je dirais presque la
synonymie entre organisation et société, est une chose
tellement évidente qu'on a peine à croire qu'on ait pu
la nier.

Pour s'en rendre compte
il faut rappeler quelle est la fonction spécifique,
caractéristique du mouvement anarchiste et comment les gens et
les partis (anarchistes, N.d.T.) sont enclins à se laisser
absorber par la question qui les intéresse plus directement,
oubliant tous les problèmes connexes, à regarder plus

la forme que l'essence, enfin à voir les choses d'un seul côté et à perdre ainsi la juste notion de la réalité.

Le mouvement anarchiste commença comme réaction contre l'esprit d'autorité, dominant dans la société civile ainsi que dans tous les partis et toutes les organisations ouvrières, et s'est grossi peu à peu de toutes les révoltes soulevées contre les tendances autoritaires et centralisatrices.

Il était donc naturel que beaucoup d'anarchistes fussent comme hypnotisés par cette lutte contre l'autorité et que, croyant, sous l'influence de l'éducation autoritaire reçue, que l'autorité et l'âme de l'organisation sociale, pour combattre celle-là devaient combattre et nier celle-ci.

Cette hypnotisation arriva au point de les faire soutenir des choses vraiment incroyables.

On a combattu toutes sortes de coopération et d'entente, considérant l'association comme étant l'antithèse de l'anarchie ; on soutenait que sans accords, sans obligations réciproques, chacun faisant ce qui lui passe par la tête sans même s'informer de ce que fait l'autre, tout s'harmoniserait spontanément ; qu'anarchie signifie que chaque homme doit se suffire à soi-même et se procurer tout ce qu'il lui faut sans échange et sans travail associé ; que les chemins de fer pouvaient très bien fonctionner sans organisation que ce serait déjà même arrivé en Angleterre (? !) ; que la poste n'était pas nécessaire et que si quelqu'un à Paris voulait écrire une lettre pour Pétersbourg... il n'avait qu'à la porter lui-même (! !) etc., etc.

Oui, mais ces bêtises ont été dites, imprimées, propagées ; elles ont été accueillies par une grande partie du public comme une expression des idées anarchistes ; et servent toujours comme armes de combat à nos adversaires, bourgeois ou non, qui veulent gagner une victoire facile. Et puis ces bêtises ont un rôle négatif en tant que conséquences logiques de certaines promesses et elles peuvent servir comme épreuve expérimentale des « vérités » qui sont absurdes.

Certains individus, d'esprit limité mais doués d'un fort sens logique, quand ils ont accepté ces promesses, en tirent toutes les conséquences possibles et si leur logique le veut, ils aboutissent, sans manifester le moindre trouble, aux plus grandes absurdités, à la négation des faits les plus évidents. Il y en a d'autres plus cultivés et d'esprit plus large, qui trouvent toujours la façon d'arriver à

des conclusions plus ou moins raisonnables, même au prix de maltraiter la logique ; pour ceux-ci les erreurs théoriques ont peu ou aucune influence sur leur conduite pratique. Enfin, tant qu'on ne renonce pas à certaines erreurs fondamentales, on est toujours menacé par des syllogismes à l'outrance et on recommence toujours « da capo » (en rengaine).

Et l'erreur fondamentale des anarchistes adversaires de l'organisation est de croire qu'une organisation n'est pas possible sans autorité et de préférer, une fois admise cette hypothèse, renoncer plutôt à toute organisation qu'accepter la moindre autorité.

Que l'organisation, c'est-à-dire l'association par un but déterminé et avec les formes et les moyens nécessaires pour la réalisation de ce but, soit une chose nécessaire à la vie sociale, nous semble évident. L'homme isolé ne pourrait même pas vivre la vie d'une brute : il est incapable, sauf dans les régions tropicales et quand la population est excessivement rare, de se procurer la nourriture ; et il est toujours incapable sans exception, de s'élever à une vie un tant soit peu supérieure à celle des animaux. Étant, pour cela, obligé de s'unir aux autres hommes ou étant déjà uni en conséquence de l'évolution antérieure de l'espèce, il doit ou subir la volonté des autres (être esclave), ou imposer sa propre volonté aux autres (être une autorité) ou vivre avec les autres en fraternel accord en vue du plus grand bien-être, c'est à dire être un associé. Personne ne peut se dispenser de cette nécessité ; et les anti-organiseurs les plus excessifs non seulement subissent l'organisation générale de la société dans laquelle ils vivent, mais même dans les actes volontaires de leur vie, même dans leurs révoltes, se partagent le devoir, s'organisant avec ceux qui sont d'accord avec eux et utilisent les moyens que la société met à leur disposition... dans la mesure ou il s'agit, bien entendu, de choses voulues et faites sérieusement et non de vagues aspirations platoniques ou de rêves.

Anarchie signifie société organisée sans autorité, en entendant par autorité la faculté d'imposer sa propre volonté et non pas le fait inévitable et bienfaisant que celui qui comprend et sait faire mieux une chose donnée, à ceux qui sont moins capables que lui.

D'après nous, l'autorité non seulement n'est pas nécessaire à l'organisation sociale mais, loin de lui être utile, elle vit sur elle en parasite, entrave son évolution et dirige ses avantages au profit spécial d'une classe donnée qui exploite et opprime les autres. Tant qu'il y a, dans une collectivité, harmonie d'intérêts, tant que

personne n'a l'envie ni le moyen d'exploiter les autres, il n'y a pas de traces d'autorité quand la lutte intestine commence et que la collectivité se partage en vainqueurs et vaincus, alors apparaît l'autorité, laquelle est, naturellement, du côté des plus forts et sert à confirmer, à perpétuer et à agrandir leur victoire.

Nous pensons, et c'est pour cela que nous sommes anarchistes, que si nous croyions qu'il ne pouvait pas avoir d'organisation sans autorité, nous serions des autoritaires, parce que nous préférons encore l'autorité qui entrave et rend triste la vie, à la désorganisation qui la rend impossible.

Du reste, peu importe ce que nous serions. S'il était vrai que le machiniste et les chefs de service devraient forcément être des autorités au lieu de compagnons qui font pour tous un travail déterminé, le public aimerait, quand même, mieux subir leur autorité que de voyager à pied. Si le chef de poste devait absolument être une autorité, tout homme sain d'esprit supporterait l'autorité du chef de poste plutôt que de porter lui-même sa propre lettre.

Et alors... l'anarchie serait le rêve de quelques-uns, mais elle ne pourrait jamais se réaliser.

(« L'Agitazione »,
d'Ancone, n° 13, du 4 juin 1897)

II

Une fois admise comme possible l'existence d'une collectivité organisée sans autorité, c'est-à-dire sans force — et pour les anarchistes il est nécessaire de l'admettre, parce qu'autrement l'anarchie n'aurait pas de sens — passons à la discussion sur l'organisation du parti anarchiste.

Dans ce cas, aussi, l'organisation nous semble utile et nécessaire. Si parti signifie l'ensemble des individus qui ont un but commun et s'efforcent d'atteindre ce but, il est naturel qu'ils s'entendent, qu'ils unissent leurs forces, qu'ils se partagent le travail et qu'ils prennent toutes les mesures nécessaires pour atteindre ce but. Rester isolé, en agissant ou en voulant agir chacun pour son propre compte sans s'entendre avec les autres, sans se préparer, sans unir dans un faisceau puissant les faibles forces des individus, c'est se condamner à l'impuissance, gaspiller l'énergie en petits actes sans efficacité et bien vite perdre sa foi dans la cause et tomber dans la complète inaction.

Mais même ici la chose nous semble tellement évidente que, au lieu d'insister

dans la démonstration directe, nous essaierons de répandre aux arguments des adversaires de l'organisation.

Et tout d'abord on nous fait l'objection, pour ainsi dire, préjudicielle : « Mais de quel parti nous parlez-vous ? » — disent-ils — « nous ne sommes pas un parti, nous n'avons pas de programme. » Et avec cette demande paradoxale ils veulent dire que les idées progressent et changent continuellement et qu'ils ne veulent pas accepter un programme fixe, qui peut être bon aujourd'hui mais qui sera certainement surpassé demain.

Cela pourrait être parfaitement exact s'il s'agissait de studieux savants qui recherchent le vrai sans se préoccuper des applications pratiques. Un mathématicien, un chimiste, un psychologue, un sociologue peuvent dire n'avoir aucun programme, sauf celui de rechercher la vérité : ils veulent connaître ; ils ne veulent pas faire quelque chose. Mais l'anarchie et le socialisme ne sont pas des sciences ; ce sont des propos, des projets que les anarchistes et les socialistes veulent mettre en pratique (réaliser) et qui pour cela ont besoin d'être formulés en programmes déterminés. La science et l'art des constructions progressent tous les jours ; mais un ingénieur qui veut construire, ou même détruire quelque chose, doit faire son plan, ramasser ses outils, et agir comme si la science et l'art s'étaient arrêtés au moment où il commença son travail. Il se peut très bien qu'il lui arrive de pouvoir utiliser de nouvelles acquisitions faites au cours du travail sans renoncer à la part principale de son plan ; et il se peut aussi que les nouvelles découvertes et les nouveaux moyens créés par l'industrie soient tels qu'il voit la nécessité d'abandonner tout et de tout recommencer. Mais s'il recommence, il aura besoin de faire un nouveau plan basé sur ce que l'on connaît et possède jusqu'à ce moment-là et il ne pourra concevoir ni exécuter une construction amorphe, avec des matériaux non-composés, sous prétexte que demain la science pourrait suggérer des formes meilleures et l'industrie fournir des matériaux mieux composés.

Par parti anarchiste nous entendons l'ensemble de ceux qui veulent collaborer pour réaliser l'anarchie et qui ont besoin, pour cela, d'un but à fixer et d'un chemin à parcourir ; et nous laissons volontiers à leurs élucubrations transcendantes les amateurs de la vérité absolue et du progrès continu, et qui, d'ailleurs, ne pouvant justifier leurs idées avec la preuve des faits, finissent par ne rien faire et découvrir encore moins.

L'autre objection est que l'organisation crée des chefs, des autorités. Si cela est vrai, c'est-à-dire s'il est vrai que les anarchistes

sont incapables de se réunir et s'accorder entre eux sans se soumettre à une autorité, cela signifie qu'ils sont encore trop peu anarchistes et qu'avant de penser à établir l'anarchie dans le monde, ils doivent penser à se rendre capables eux-mêmes de vivre en anarchistes. Le remède ne serait donc pas la non-organisation mais la prise de conscience des membres individuels.

Évidemment, si dans une organisation on charge quelques-uns de tout le travail et toutes les responsabilités, si on subit ce que font quelques personnes sans donner un coup de main et sans essayer de faire mieux, ces quelques personnes finiront, même sans le vouloir, par substituer leur propre volonté à celle de la collectivité. Si dans une organisation tous les membres ne se soucient pas de penser, de vouloir comprendre, de se faire expliquer ce qu'ils ne comprennent pas, d'exercer sur tout et sur tous leurs facultés critiques, et laissent quelques personnes penser pour tous, ces quelques personnes seront les chefs, les têtes qui pensent et qui dirigent.

Mais, nous le répétons, le remède n'est pas dans la non-organisation. Au contraire, dans les petites aussi bien que dans les grandes sociétés, à part la force brutale, cette question ne se pose même pas dans notre cas, l'origine et la justification de l'autorité réside dans la désorganisation sociale. Quand une collectivité a besoin de quelque chose et que ses membres ne savent pas s'organiser spontanément pour s'en procurer, surgit quelqu'un, une autorité, qui pourvoit à ce besoin en se servant de la force de tous et en dirigeant selon sa volonté. Si les routes sont peu sûres et si le peuple ne sait pas y pourvoir, apparaît la police qui, en échange de son service, se fait supporter et payer, s'impose et tyrannise ; s'il y a besoin d'un produit et que la collectivité ne sache pas s'entendre avec les producteurs lointains pour se faire envoyer en échange des produits du pays, apparaît le commerçant qui profite du besoin qu'ont les uns de vendre et les autres d'acheter et impose les prix qu'il veut aux producteurs et aux consommateurs.

Voyez ce qu'il arrivait toujours parmi nous : moins nous étions organisés et plus nous nous trouvions à la discrétion (à la merci) de quelque individu. Et il est naturel qu'il en soit ainsi.

Nous avons besoin d'être en contact avec les camarades des autres localités, de recevoir et de donner des nouvelles, mais chacun de nous ne peut pas correspondre personnellement avec tous les camarades. Si nous sommes organisés, nous chargeons des camarades de tenir la correspondance pour notre compte, nous les changeons s'ils ne nous satisfont pas et nous pouvons être au courant sans dépendre de la bonne volonté de quelqu'un pour avoir une nouvelle ; si, au contraire, nous sommes désorganisés, il y aura

quelqu'un qui aura les moyens et la volonté de correspondre et qui concentrera dans ses mains toutes les relations, communiquera les nouvelles qui lui plaisent, à qui il

voudra, et s'il est assez actif et assez intelligent, réussira à donner, à notre insu, au mouvement la direction qu'il veut sans qu'il ne nous reste aucun moyen de contrôle ; et personne n'aura le droit de se plaindre puisque cet individu agira pour son propre compte sans aucun mandat et sans être obligé de rendre compte de son action à qui que ce soit.

Nous éprouvons le besoin d'avoir un journal. Si nous sommes organisés, nous pourrions réunir les moyens pour le lancer et le faire vivre, nous chargerons quelques camarades de le rédiger et de contrôler sa direction. Les rédacteurs lui donneront certainement l'empreinte de leur personnalité mais ce seront toujours des gens que nous avons choisis et que nous pourrions changer s'ils ne nous contentent pas. Si au contraire, nous sommes désorganisés, quelqu'un qui a assez d'esprit d'entreprise fera le journal pour son propre compte : il trouvera parmi nous des correspondants, des distributeurs, des souscripteurs et il nous fera coopérer à ses buts, sans que nous le sachions ou le voulions ; et, comme il est souvent arrivé, nous accepterons et soutiendrons ce journal même s'il ne nous plaît pas, même s'il nous semble nuisible à la cause, parce que nous serons incapables d'en faire un autre qui représente mieux nos idées.

Si bien que l'organisation, loin de créer l'autorité, est le seul remède à cela et le seul moyen pour que chacun de nous s'habitue à prendre une part active et consciente dans le travail collectif et cesse d'être un instrument passif dans les mains des chefs.

Mais si on ne fait rien de rien et si tout le monde reste dans l'inactivité complète, alors certainement, il n'y aura ni chefs ni troupeau, ni commandants ni commandés, mais alors finiront la propagande, le parti et même les discussions autour de l'organisation et cela, nous l'espérons, n'est l'idéal de personne.

Mais, dit-on, l'organisation suppose l'obligation de coordonner sa propre action avec celle des autres, donc elle viole la liberté, entrave l'initiative. Il nous paraît cependant, que ce qui gêne la liberté et rend l'initiative impossible, c'est justement l'isolement qui rend impuissant. La liberté n'est pas un droit abstrait, mais la possibilité de faire une chose ; cela est vrai entre nous comme c'est vrai dans la société en général. C'est dans la coopération avec les autres hommes que l'homme trouve les moyens pour développer son activité, sa puissance d'initiative.

Certainement, organisation signifie coordination de forces pour un but commun et obligation des organisés à ne pas faire de choses contraires à ce but. Mais quand il s'agit d'organisations volontaires, quand ceux qui se trouvent dans la même organisation ont vraiment le même but et sont partisans des mêmes moyens, les obligations réciproques, qui les engagent tous, deviennent avantageuses pour tous ; et si quelqu'un renonce à quelque idée particulière, en hommage à l'union, cela veut dire qu'il trouve plus avantageux de renoncer à une idée, que d'ailleurs, tout seul il ne pourrait pas réaliser, que de se priver de la coopération des autres dans les choses qu'il considère plus importantes.

Si, d'autre part, un individu considère qu'aucune des organisations existantes n'accepte ses idées et ses méthodes dans ce qu'elles ont d'essentiel et que dans aucune il ne pourrait développer son individualité de la façon qu'il entend, alors il fera mieux de rester dehors ; mais alors, s'il ne veut pas rester inactif et impuissant, il devra chercher d'autres individus qui pensent comme lui et se faire l'initiateur d'une nouvelle organisation.

Une autre objection, et c'est la dernière dont nous nous entretiendrons, c'est qu'étant organisés nous sommes plus exposés aux persécutions du gouvernement.

Il nous semble plutôt qu'on peut se défendre plus efficacement dans la mesure où on est mieux organisé. Et en effet, chaque fois que les persécutions nous ont surpris désorganisés, on nous a dispersés et on a réduit à zéro notre travail précédent ; tandis que lorsque nous étions organisés, elles nous faisaient plus de bien que de mal. Et c'est la même chose en ce qui concerne l'intérêt personnel des individus isolés : l'exemple des dernières persécutions qui ont frappé les isolés autant que les organisés et peut-être plus gravement en est suffisant. Ceci est valable pour ceux qui, isolés ou non, font au moins de la propagande individuelle ; pour ceux qui ne font rien et cachent bien leurs opinions, le danger est, bien entendu, moindre mais ils ne sont d'aucune utilité pour la cause.

Le seul résultat qu'on obtient, du point de vue des persécutions, en restant désorganisés, c'est d'autoriser les gouvernements à nous nier le droit d'association et à rendre possible ces monstrueux procès pour association de délit, ce qu'ils n'oseraient pas faire contre des gens qui affirment à haute voix et publiquement le droit et le fait d'être associés car s'ils osaient, le résultat serait à l'avantage de la propagande.

Du reste, il est naturel que l'organisation prenne les formes que les circonstances conseillent et imposent. L'important n'est pas l'organisation formelle mais l'esprit de l'organisation. Il peut y avoir des cas où, à cause des attaques déchaînées de la réaction, il sera utile de suspendre toute correspondance, de cesser toute réunion ; ce sera toujours un dommage, mais si la volonté d'être organisés subsiste, si l'esprit d'association reste vivant, si la période précédente d'activités coordonnées avait multiplié les relations personnelles, produit de solides amitiés et créé un vrai accord d'idées et de conduite entre les camarades, alors le travail des individus même isolés contribuera au but commun et on trouvera vite une façon de se réunir de nouveau et de réparer le dommage subi.

[...] Tout ce que nous avons dit ici est pour ces camarades qui sont réellement adversaires du principe de l'organisation. D'autre part, à ceux qui combattent l'organisation uniquement parce qu'ils ne sympathisent pas avec les individus qui en font partie, nous leur disons : faites vous-mêmes, avec ceux qui sont d'accord avec vous, une autre organisation. Nous aimerions qu'on soit tous d'accord et qu'on réunisse en un faisceau puissant toutes les forces de l'anarchisme ; mais nous ne croyons pas à la solidité des organisations faites à force de concessions et de sous-entendus et où il n'y a pas d'accords et de sympathie réelle entre les membres. Il vaut mieux être désuni que mal unis. Pourtant nous voudrions que chacun s'unisse avec ses amis qu'il n'y ait pas de forces isolées, de forces perdues.

(« L'Agitazione »
d'Ancona, n° 14 du 11 juin 1897)

III

Le 3e article est dédié à « l'organisation des masses des travailleurs pour la résistance contre le gouvernement et les patrons ».

E. Malatesta

[1] Dans l'édition de 1950, faite par Luigi Fabbri il existe la remarque suivante : « aujourd'hui le mot « parti » n'existe plus dans notre vocabulaire. Mais quand cet article fut écrit, il avait le sens de « mouvement organisé ». »

Réflexions sur l'action libertaire dans les usines
L'influence libertaire

sur les masses ouvrières est en recul. Cette influence, qui était grande et constituait l'âme du syndicalisme, n'a pas su se maintenir et faire tache d'huile. Bien au contraire, force nous est de constater que l'affaiblissement de cette influence s'accompagne d'un embourgeoisement moral et politique des syndicats, d'une perte de confiance des ouvriers dans leur émancipation collective et du développement, en France tout au moins, d'une tendance individualiste ouvrière de caractère petit-bourgeois.

Constatant cet état

de chose certains militants libertaires peuvent céder au découragement, douter de la possibilité de la Révolution, et se réfugier soit dans des tours d'ivoire pour y cultiver entre initiés la fleur rouge de l'anarchie « pure », soit se diluer dans des activités syndicales de caractère réformistes qui, à longueur de réunions paritaires, à force de contempler les 213 articles, de peser le pour et le contre et de siéger à la gauche du président (directeur général) du Comité d'Entreprise, aboutissent à un certain aménagement « social » anti-révolutionnaire, dans lequel les quelques énergies ouvrières s'engluent, prisonnières qu'elles sont de la légalité, des commissions de conciliation, des syndicats etc.

Cependant un bon nombre

de militants libertaires refusent d'abandonner la propagande au sein des masses, considérant qu'elle est la première tâche des anarchistes révolutionnaires.

Parmi les différentes

causes de l'affaiblissement de l'influence libertaire chez les ouvriers, l'une, et non des moindres, est là faiblesse des effectifs libertaires ouvriers.

En France les anciens

militants anarchistes ou anarcho-syndicalistes qui avaient impulsé le mouvement ouvrier n'ont pas été relevés en nombre et en qualité par de jeunes militants ouvriers.

Quelques-uns parmi les militants anarcho-syndicalistes ou même anarchistes révolutionnaires, croyant parfaire leur formation libertaire individuelle, se rapprochèrent des idées

« an-archistes » individualistes de Stirner,

lesquelles souvent mal assimilées les amenèrent à rechercher d'abord leur épanouissement personnel les soustrayant par-là même à la lutte pour l'émancipation collective de leur classe.

La lutte anarchiste dans les usines depuis 10 ans.}}

Les militants ouvriers

anarchistes révolutionnaires sont donc peu nombreux. Cela leur fait une obligation de rechercher sans cesse les méthodes les plus efficaces d'action ouvrière.

Faute d'une remise en

question permanente de nos méthodes de lutte, d'une étude

approfondie de l'évolution des structures sociales, de la psychologie ouvrière, du problème des bureaucraties syndicales, et d'une compréhension suffisante de la conjoncture économique, l'effort — souvent démesuré par rapport à leur nombre — des militants anarchistes pendant ces 10 dernières années, se solde par un demi-échec.

Demi-échec et non

échec total si l'on considère que, par leur action, ces militants ont souvent su s'attirer la sympathie de jeunes ouvriers dont certains sont devenus par la suite des militants anarchistes.

Mais échec total,

si l'on considère que la tâche principale du militant était de faire rayonner dans la collectivité ouvrière une conscience de classe plus volontaire et plus lucide, seule capable de donner un sens révolutionnaire à la juste révolte des travailleurs face aux conditions de vie qui leur sont faites.

En effet, si l'on

cherche à faire le bilan de l'action militante, des anarchistes et anarcho-syndicalistes dans les usines depuis la « Libération » que constatons-nous ?

—

Le plus souvent le militant anarchiste a fait de la propagande anarchiste au sein de la section syndicale du syndicat le plus « représentatif » de son entreprise (soit F.O. Soit la C.G.T., toutes deux bureaucratiques, réformistes et politisées). Son action soit n'a été profitable qu'à la gloire de l'étiquette (C.G.T. ou F.O.) sous laquelle il luttait, soit l'a fait mettre à l'index par les bonzes syndicaux qui recourent à toutes sortes de calomnies pour « démolir » un gars dont l'action et les arguments trouvent un écho dans la masse ouvrière.

—

Le militant anarcho-syndicaliste, lui, a lutté sous l'étiquette C.N.T., concurrençant à découvert les grandes confédérations. Une telle lutte ne pouvait qu'échouer si l'on considère qu'un syndicat n'existe qu'en fonction de la masse qu'il impulse. Le petit nombre des militants cégétistes, un certain manque du sens des réalités qui les amenait à défendre des mots d'ordre, parfaitement justes et révolutionnaires certes, mais rendus totalement démagogiques par l'écart qui les séparait de la psychologie des ouvriers et de leurs facultés de compréhension, vouèrent cette tentative de renouveau anarcho-syndicaliste à l'échec. Les calomnies des cégétistes et F.O. ne leur furent pas épargnées et ils n'ont, en fait, jamais pu avoir d'influence réelle sur les ouvriers —

(exceptons toutefois certains secteurs, comme le bâtiment, où parfois l'esprit libertaire subsiste encore).

—
D'autres camarades, conscients des difficultés du moment, mais résolus, cependant, dans leur volonté d'action concrète, improvisèrent des tactiques d'agitation qui parfois portèrent leurs fruits, mais échouèrent trop souvent en raison du manque de confiance de l'organisation anarchiste envers des méthodes de lutte nouvelles échappant à ce qu'on pourrait appeler la routine anarchiste [1]. — (Pourtant, ces camarades, même s'ils pouvaient commettre des erreurs, n'en recherchaient pas moins, sans attenter le moins du monde aux principes libertaires, les formes les mieux adaptées à un combat révolutionnaire de classe).

Quelle que soit la forme de lutte adoptée par le militant en usine, celui-ci, dans le meilleur des cas, aura été considéré par les ouvriers comme un bon camarade, mais aussi comme un « original », différent d'eux-mêmes, et ils l'auront admis mais sans subir son influence. Pas plus que la propagande courageuse du militant isolé la création de syndicats « minoritaires » ou la tentative de noyautage de section syndicale n'ont donné de résultat concret.

À la recherche d'une méthode}}}

Il nous semble nécessaire de reposer tout le problème du militantisme en usine. C'est un problème essentiel et il nous faut revoir toutes nos habitudes, toutes nos méthodes (notre absence de méthode devrions-nous dire). Si nous ne sommes pas capables de jeter les bases d'une efficacité anarchiste dans les usines, nous demeurerons une chapelle sans aucune utilité sociale.

Essayons de voir ce que pourrait être une (et non la) méthode anarchiste efficace, compte tenu du fait, que le militant anarchiste et généralement seul dans son atelier ou son usine, compte tenu également de la tendance individualiste grandissante dans la classe ouvrière française (Heures supplémentaires, scooter, télévision, maison de campagne...) et des restes d'organisation et d'influence des syndicats bureaucratiques souvent encore puissants en province.

—
En premier lieu l'ouvrier anarchiste devrait consacrer dès son embauchage tout le temps nécessaire à l'étude du milieu que constitue l'usine où il va travailler, faire parler les ouvriers et les classer selon la réceptivité qu'ils peuvent avoir aux positions de classe.

—
Durant toute cette période préparatoire le camarade n'exposerait que la partie de ses idées qui peut être comprise par les ouvriers sans jamais préciser qu'il se

rattache à l'anarchisme ce terme, mal compris des ouvriers français, soulevant toujours des discussions stériles ou engendrant des malentendus. En effet, et cela a été dit lors du Congrès de Mâcon, l'important n'est pas que telle ou telle étiquette d'organisation ou de pensée ait la faveur des ouvriers, mais que la vérité et les idées fassent leur chemin dans les consciences.

D'une façon générale le militant anarchiste n'a pas intérêt à marquer toute la distance qui sépare ses conceptions de celle du militant ouvrier où il milite. Il doit être parmi les plus capables de sa catégorie professionnelle et surtout bon camarade. Il lui faudra s'intégrer dans la psychologie de ses camarades de travail, car c'est en entrant, par exemple dans une discussion et en l'élargissant, en apportant des vues qui, en restant proches des préoccupations des compagnons, sont orientées dans la perspective libertaire qu'il peut être compris.

La grosse erreur que nous avons toujours commise est de nous séparer des ouvriers d'abord en nous présentant comme anarchistes avant d'avoir fait comprendre l'anarchisme. L'anarchisme ne pouvant être assimilé d'un seul coup par les ouvriers, il ne faut pas tenter de l'expliquer en bloc ce qui a pour conséquence finale d'en écarter les ouvriers.

Exemple : Dans une discussion où les ouvriers parlent du chef d'équipe, le militant qui intervient et parle de suppression de la hiérarchie des salaires choque la morale des ouvriers, crée une scission entre eux et lui, et son point de vue, pourtant juste, ne pénètre pas dans la pensée de ses interlocuteurs. Parce que le militant veut aller trop vite. Nous avons tous fait de ce genre d'erreurs.

Au contraire le militant qui dans une telle discussion fait réfléchir les ouvriers sur la paye du chef, sur son rôle et les amène à convenir qu'il devrait y avoir moins d'écart entre celle-ci et la leur déclenche une réflexion chez les ouvriers, réflexion qui fait son chemin. Par la répétition de telles amorces de réflexion il fait un travail beaucoup plus éducatif et, de plus, gagne la confiance de ses camarades sans être considéré comme « un chic type mais une bête curieuse ».

Si l'on n'a pas le tempérament d'agitateur (facilité de prise de parole, quel que soit le nombre d'auditeurs, choix des arguments qui portent, système de pensée en alerte permettant de « démolir », sitôt énoncé, l'argument du contradicteur, etc.), il ne faut plus se présenter à découvert comme anarchiste.

Alors, nous dira-t-on comment faire de la propagande si l'on ne se déclare pas

anarchiste ?

Le tout est de

s'entendre sur ce que nous appelons propagande. Or il nous semble plus utile de créer des réflexes et d'engendrer une prise de conscience collective dans la perspective révolutionnaire, par des actes, que de répéter sans cesse les mêmes arguments auprès d'une classe ouvrière qui, dans une situation historique donnée, n'éprouve pas la nécessité de les entendre.

Car telle est la réalité.

Il semble qu'en 1957 —

où l'on constate la faillite et la dégénérescence de tout ce qui, il y a 50 ans encore, pouvait être compris comme éléments d'émancipation ouvrière, et en premier lieu les syndicats —

il faille repartir à zéro, tourner le dos délibérément aux structures en faillite et chercher les nouvelles voies de l'organisation de classe des travailleurs pour cette révolution sociale qui reste à faire.

Pour cela une voie nous

semble possible actuellement, dans les grandes usines notamment, c'est l'action « en franc-tireur » du militant, aussi bien à l'égard des bureaucraties syndicales ou politiques, qu'à l'égard de la maîtrise et du patronat.

Expliquons-nous.

Soit, par exemple un

atelier de métallurgie, comportant 100 ouvriers, des délégués syndicaux C.G.T. et un F.O., quelques éléments F.O. et C.F.T.C., 80 inorganisés —

situation courante dans la région parisienne —.

Le militant anarchiste nouvel embauché va-t-il déclarer :

« il n'y a rien à foutre avec ces gars-là »

et grossir les 80 % d'inorganisés en en choisissant un ou deux de plus perméables à nos idées et en les

« travaillant au corps » ? Ou bien, selon la « morale » syndicale, considérera-t-il

de son devoir de se syndiquer et grossir les 20 % qui font du « syndicalisme » en se débinant les uns

les autres pour des questions d'étiquettes confédérales et en se concurrençant pour savoir qui, des « cocos »

ou des « libres » pourra inscrire à son actif la réfection des douches ?

Nous avons trop connu ce

genre de faux dilemme, qui doivent d'ailleurs bien amuser les patrons à l'heure du whisky-soda.

Non, selon nous —

et même tout seul — le

militant anarchiste doit pouvoir faire le plan de son attitude et de son action. Il est surtout important de ne pas se laisser aveugler

par ceux qui cherchent à faire croire qu'en agissant ainsi ils font tout ce qu'il y a à faire. —

Ceux qui monopolisent la revendication pour mieux la canaliser dans les voies réformistes.

Le but pour l'anarchiste est de faire qu'un nombre toujours plus grand de ses camarades de travail reprennent ou trouvent leur dignité d'ouvrier et la nécessité de la solidarité qui doit les lier, afin qu'eux-mêmes prennent leur défense en main.

Notre militant, donc, devrait s'intéresser à tout, mais se garder de positions trop tranchées, sauf bien sûr à l'égard de ceux dont la présence nuit aux ouvriers.

Chaque discussion, chaque petit incident d'atelier devrait être pour lui motif à élargissement du débat par des commentaires, des arguments éclairant le problème, mettant en valeur un aspect ou une conséquence que les délégués ou les chefs s'appliquaient à camoufler. Tout ceci, fait avec discernement permet de trouver une approbation de la part d'un grand nombre. Et ce sont ces petites approbations sur des petits incidents qui font finalement penser : « ce gars-là ne se trompe jamais alors qu'Untel, délégué, nous avait dit... »

Et c'est cela la vraie influence — c'est un « jeu de patience » —

Toutefois le militant ne peut se borner à cette action quotidienne.

Il peut bien souvent créer un climat, une ambiance de résistance, dans son atelier.

Pour cela ce sera l'aspect « clandestin » de son action. Une inscription à la craie sur une machine, un tract manuscrit ou dactylographié, voire un bulletin régulier glissé dans un tiroir ou un vestiaire avant l'heure de la prise, peuvent, s'ils sont rédigés avec adresse, parfois même sur un mode humoristique avoir une grande portée. (Une plaisanterie soulignant le ridicule de tel chef devant qui beaucoup tremblent, peut, dans certains cas devenir un « dada » d'atelier et quand les ouvriers se mettent à rire d'un chef, c'est souvent son autorité même qui est en perte de vitesse, ce qui encourage les ouvriers à aller plus loin...)

Cette tactique « clandestine » offre de nombreux avantages au militant isolé (à condition bien sûr qu'il n'avoue pas être l'auteur de ces manifestations, qu'il ne soit pas pris sur le fait, etc.)

Parmi ces avantages le militant a celui d'assister aux réactions des ouvriers à la lecture d'un tract dont il est l'auteur anonyme, rien ne

l'empêchant d'ailleurs de donner lui aussi son avis sur le contenu du tract ou de l'inscription. L'étude répétée des réactions des ouvriers, permettra au militant de déceler ceux des ouvriers qui sont le plus souvent d'accord avec ces petites actions.

À la longue il lui sera possible de découvrir une partie de son jeu à un camarade de travail qui se sera révélé le plus approbateur des positions de classe diffusées par ce procédé.

Bien sûr l'action

« clandestine » du militant ne peut s'arrêter là et c'est à lui d'étudier toutes les possibilités. La machine de l'ouvrier qui dépasse la norme demandée, faisant en cela du tort à tous, est justiciable de poudre d'émeri dans les carters d'huile ou de toute autre intervention discrète du militant tendant à ramener la brebis égarée dans un rythme de production plus conforme aux intérêts bien compris de la collectivité...

Réfléchissons

à la psychose d'action que peut, par son travail clandestin, créer le militant seul dans un atelier.

Tout le monde est

habitué à deux sons de cloche en usine : le baratin patronal et le (ou les) baratin syndical (et principalement stalinien).

Que des mots d'ordre ou des positions de classe se fassent jour, sans que l'on sache exactement d'où ils viennent, est de nature à attirer l'attention de tous. Ce qui inquiétera la maîtrise, la direction et, à d'autres titres les bureaucraties syndicales, et ce qui encouragera les ouvriers ce sera la croyance qu'ils ont affaire à un groupe clandestin.

Vers des cellules d'agitation}}}

Le schéma qui précède peut sans doute donner des possibilités d'agitation au militant isolé, qui s'il s'en tenait à la « méthode » traditionnelle se trouverait quasi paralysé.

Toutefois cette action

aux conséquences collectives, si elle s'arrêtait là ne demeurerait en fait qu'une action individuelle amplifiée par un procédé particulier. Le militant anarchiste devrait donc :

—

D'une part rendre compte de son action, de ses résultats devant les camarades de son groupe local, ou dans les organes intérieurs de son organisation, ceci aux fins de confrontation des expériences, analyse et critique collectives avec ses camarades anarchistes ;

—

D'autre part, sur le lieu de travail, tendre à créer par son action les possibilités propres à organiser les quelques ouvriers qui puisent dans une conscience de classe et non dans une fidélité politique, une volonté de lutte.

Là où un militant travaillant avec méthode, aura pu trouver un sympathisant actif qu'il aura mis particulièrement dans le secret, les possibilités d'agitation se trouverait doublées...

Le but vers lequel le militant devrait tendre, dès lors, sera de constituer une cellule ou groupe, qui continuerait l'agitation par la méthode envisagée plus haut, tout en se préoccupant de plus en plus de l'étude de la situation économique de l'entreprise, de son organisation technique et administrative, ceci afin d'être capable le cas échéant de se dévoiler ou seulement certains de ses membres à l'occasion d'une grève prévue et organisée à l'avance, afin qu'elle ait toute chance de réussite.

De même, dès qu'il y aura groupe ou cellule les possibilités de gestion directe ouvrière devrait être étudiées dans leurs moindres détails. Car ce sont elles qui conditionnent la Révolution, le fait insurrectionnel n'étant qu'une explosion meurtrière sans lendemain et dont le peuple fait les frais, s'il n'est pas la conséquence d'une volonté et surtout d'une organisation des producteurs les rendant capables de mettre en place immédiatement un système coordonné de production-répartition sans compromettre la défense armée.

Or si on admet comme possible la tactique exposée plus haut on doit logiquement envisager l'établissement, par la suite, de liaisons, de confrontation des expériences entre ces cellules — Ceci, bien entendu, à la condition que chaque cellule de travail ait pour point de départ un militant de l'organisation anarchiste-communiste spécifique afin de tuer dans l'oeuf toute tentative de mainmise ou noyautage qui pourrait être le fait de militants de partis politiques ayant des objectifs étrangers aux seuls intérêts de la classe ouvrière.

— O

—
Le but de cette tactique étant la reprise et l'extension de la lutte de classe et l'organisation des ouvriers pour la révolution, dans la mesure où les cellules grossiraient en nombre et en influence elles seraient amenées à dévoiler leur existence, mais du fait que leur action n'aura été guidée que par une politique de classe et non une politique de parti, elles devraient apparaître aux yeux des ouvriers comme leur organisation de classe, futur « syndicat de producteurs »

au sein de laquelle ils choisiraient, par consultation démocratique leurs délégués tant pour un comité de grève que pour un conseil ouvrier.

— O

—

Notre propos n'est pas de donner la recette de la révolution.

Il est, bien sûr, facile de pousser une idée et de lui faire faire la révolution... sur le papier.

Le schéma que nous avons présenté est bien incomplet et il reste beaucoup à dire.

Il aura sans doute l'approbation de certains camarades qui considéreront comme possible la mise en pratique de cette méthode dans les conditions de travail où ils se trouvent.

D'autres, plus nombreux, le rejetteront sans doute comme inapplicable à leur situation personnelle ; ou bien en fonction de leur attachement à la formule traditionnelle de lutte au sein des syndicats, ou encore parce qu'ils auront expérimenté une méthode proche de celle exposée sans en obtenir de résultat concret.

À ceux-là nous dirons que de telles cellules existent qu'elles ont déjà enregistré certains succès, qu'elles font un travail sérieux, mais qu'elles n'ont, de notre point de vue qu'un défaut : celui de ne pas être le fait de militants libertaires.

Quoi qu'il en soit il nous semblait urgent d'ouvrir une discussion sur la lutte ouvrière, comme urgente est la nécessité de confronter les expériences en ce domaine tant des militants que des sympathisants ou lecteurs travaillant en collectivité.

Que les camarades non-membres des G.A.A.R. n'hésitent pas à entrer en correspondance avec nous sur ce sujet. L'attitude et l'action des ouvriers libertaires doit être coordonnée et résulter de l'étude collective de tous les problèmes qui se posent à la classe ouvrière compte tenu des particularités qu'offrent les entreprises, les industries, la situation géographique, etc.

Pour terminer nous livrons à la méditation des camarades la statistique suivante qui constitue en quelque sorte la feuille de température de la combativité ouvrière de ce pays :

Années Nombre de journées de travail chomées pour fait de grève

1920 23 millions

1947 14 "

1950 11,7 "

Années	Nombre de journées de travail chomées pour fait de grève
1951	3,5 ”
1952	1,7 ”
1953	9,7 ”
1954	1,4 ”
1955	3 ”
1956	1,4 ”

La comparaison du nombre de journées de grève de 1920 (23 millions) avec celui de 1956 (1 million 4) se trouve encore aggravée si on considère qu'en 1920 les mouvements revendicatifs n'étaient généralement motivés que par des objectifs de classe, alors qu'en 1956 sur 1 million 400.000 journées chômées il y a lieu d'en soustraire un nombre important comme résultant d'agitation artificielle menée par des partis dits ouvriers pour des objectifs qui leur sont propres ainsi qu'une accumulation de débrayages sporadiques ou grèves d'avertissement, catégorielles, tournantes, toutes actions plus ou moins suivies par les ouvriers qui les savent inefficaces.

Devant une situation aussi catastrophique, la lutte anarchiste ne peut plus être laissée à l'improvisation personnelle des ouvriers libertaires disséminés dans des entreprises différentes et peu nombreux.

Il est temps de nous organiser pour être plus efficaces.

Schumack

Christo Botev

« *Seule*

une union raisonnable et fraternelle entre tous les peuples supprimera leurs souffrances. »

Cet article est comme tous les articles de Botev, une polémique. Nous en avons pris la partie générale et seulement quelques exemples particuliers, le reste est trop technique.

Nous aurons bientôt l'occasion de nous arrêter davantage sur Christo Botev lui-même, son œuvre, ses idées et sa personnalité. Mais pour la compréhension de cet extrait, nous pensons nécessaire ici de donner les détails suivants : en 1875, la Bulgarie était encore occupée par les Turcs (elle a été libérée en 1878) et dans le mouvement révolutionnaire, Botev représentait l'élément le plus révolutionnaire et en même temps le plus social. La Serbie était déjà un État

et son gouvernement avait commencé à participer dans le jeu diplomatique international, et à montrer en même temps des aspirations chauvines vis-à-vis des autres peuples balkaniques. En séparant le gouvernement serbe de son peuple, Botev répond ici à un article du journal « EST » (*Iztok*).

Seule une union

raisonnable et fraternelle entre tous les peuples supprimera leurs souffrances, la misère, et les parasites du genre humain.

Seule, cette union peut apporter une vraie liberté, l'égalité, la fraternité et le bonheur sur la terre.

Il n'y aura aucun jour

de joie pour l'homme, tant que les peuples continueront à être divisés par les truquages de toutes sortes d'empires, de constitutions et de républiques ; tant que ces peuples,

aveuglés par leur servilité envers les « représentants de dieu », se traitent les uns les autres en ennemis. Les gouvernements et les classes privilégiées de chaque

pays continueront à opprimer et à torturer les pauvres, à vivre sur leur travail, à les tenir dans l'ignorance,

et à élever au carré et au cube les idioties historiques. Enfin, ils enverront les peuples se battre les uns

contre les autres, tuer leurs frères ou se faire tuer par eux.

Il est clair que si les peuples pouvaient voir, une fois pour toutes, d'où viennent leurs souffrances, ils comprendraient que leurs

seuls et uniques ennemis sont leurs

propres gouvernements et cette classe sociale de parasites

qui, pour entretenir leur vie néfaste et vaine, se sont soumis corps et âme aux tyrans, et qui, sous la protection des

« lois », pratiquent le vol et le mensonge.

Tout gouvernement est

basé sur le vol, le mensonge et la violence. « Divide

et impera » était la devise de cet empire

inoubliable qui est devenu l'idéal de tous les rois. « Divide

et impera » est la devise actuelle de tous les

gouvernements.

« Diviser et

gouverner ». Mais qui ? C'est là la question

essentielle. Ceux qui vivent à l'aise avec un estomac toujours

bien rempli ne peuvent ou ne veulent le comprendre. Il ne leur coûte

rien de diviser les peuples, de répartir leurs sujets, de

séparer un frère de son frère, un fils de son

père, un mari de sa femme : c'est ce qui leur permet de

rester les maîtres absolus de milliers de gens et de nager dans

leurs larmes et dans leur sang comme du fromage dans l'huile.

Et vraiment, existe-t-il

un seul État où

les forts n'oppriment pas les faibles, les riches les pauvres, les

gouvernements tout le monde ? Parcourez tous les méridiens

et les parallèles du globe, et vous ne trouverez pas une seule

exception à cette règle...

Ainsi, qu'a fait le gouvernement roumain aux dernières élections du parlement ? Il a employé des moyens d'une telle violence contre le droit et la volonté du peuple, qu'on se demande si les lois constitutionnelles ont un sens pour les riches et les forts de ce monde... Les gourdins et les baïonnettes ont montré que les obligations de la loi sont seulement destinées aux esclaves, et nous avons pleinement raison de dire avec Proudhon que chaque gouvernement est un complot, une conspiration contre la liberté de l'humanité. Mais laissons la Roumanie et ses bêtises électorales et passons aux machinations de ce gouvernement qui a l'insolence de se vanter de ses sympathies envers notre peuple.

Chacun sait que d'une entente raisonnable et de l'union entre les Serbes et les Bulgares, peuples frères, dépend l'avenir de leur histoire ; chacun sait que cette entente a été tentée à plusieurs reprises et que presque toutes les conditions nécessaires existent actuellement. Mais en même temps, chacun sait que sauf une très petite partie d'esprits plus avancés, la grande masse menée par les chefs officiels commence à nourrir une haine secrète, malhonnête et nuisible d'un peuple envers l'autre...

Le gouvernement serbe actuel est semblable à tous les gouvernements de l'Europe, et, avec ses traditions et ses tendances, il a déjà montré qu'il nous sera d'aussi peu d'utilité qu'à son propre peuple. Nous le savons, c'est pourquoi notre seul espoir d'union confédérale avec la Serbie réside en ces Serbes des journaux « Rab » (« Travail ») et « Boudoutchnost » (« Avenir ») qui sont persécutés par le gouvernement de Belgrade. Nous pensons que leur premier devoir envers leur peuple et l'humanité est de répandre l'idée de l'union et l'entente des Slaves du Sud qui, bien entendu, doivent se baser sur les principes de la liberté des peuples, de la liberté individuelle et de la liberté du travail. Ils devront raconter à leur peuple que la liberté et l'union des Slaves du Sud est possible et réalisable, à condition que chaque peuple garde ses frontières ethnographiques et que chacun reste libre dans sa propre maison...

C. Botev (« Le Drapeau », n° 14 de mai 1875.)

La commission

Pro-Hungria dont nous avons annoncé la formation dans notre dernier numéro poursuit son effort de solidarité active avec les victimes de la répression russo-kadarienne.

De l'enquête menée
par elle sur le sort des révolutionnaires hongrois tant en
Hongrie que dans l'immigration nous pouvons retenir :

EN HONGRIE

—
Selon différents rapports venant de Budapest :

Troupes russes :

Le 15 mars il y avait en Hongrie 22 divisions soviétiques encasernées dont 15 divisions blindées. Les troupes russes se tenaient pour la plupart aux environs de Budapest et des grandes villes, le long des routes menant vers l'Ouest et de celles venant de l'Est ainsi qu'à proximité des voies ferrées nécessaires aux transports et ravitaillement. Ceci était particulièrement nécessaire parce que les combattants de la Liberté dirigeaient principalement leur action contre les communications ferroviaires dans le but d'empêcher les déportations.

Police :

Outre les unités militaires de nombreuses formations M.V.D. (Sécurité d'état russe) sont arrivées dans le pays pour organiser et encadrer la nouvelle A.V.H. (police politique hongroise). Pour reconstituer les effectifs de l'A.V.H. à Budapest on a recruté principalement des Tchèques et des membres des nationalités allogènes... Pour échapper aux attentats ces membres circulent en civil surtout la nuit. Dans tous les bureaux et même dans les coopératives agricoles les policiers recrutent des informateurs au moyen de l'intimidation, puis cherchent à leur faire prendre du service en menaçant de les dénoncer. On reconstruit les anciennes maisons A.V.H. et on les a transformées en blockhaus imprenables à la suite des expériences faites pendant la révolution, avec dépôts d'armes et de munitions.

Répression :

Les arrestations ont lieu la nuit par escouades de l'A.V.H. Comptant 4 hommes et composées uniquement de membres du Parti ou d'A.V.H. tchèques. Il y avait vers le 15 mars près de 9.600 détenus inscrits sur les registres d'écrou (dont 6.700 dans les prisons de Budapest) sans compter les déportés, les exécutés et « disparus ».

Après une certaine pause au cours de laquelle le nombre des « disparus » était minime le rythme des déportations à destination de la Russie a repris en février.

Des procès de propagande sont organisés par le gouvernement dans un but d'intimidation mais en petit nombre pour ne pas prouver a posteriori l'ampleur de la révolution. La revanche systématique de

l'A.V.H. se poursuit dans l'ombre. Beaucoup de suspects meurent pendant les interrogatoires menés avec sadisme.

D'autres devenus

« superflus » sont exécutés sans procédure, audience ou formalités. Environ 980 exécutions secrètes.

Épuration :

On constate la présence de nombreux conseillers russes (plusieurs fois le nombre des civils russes en fonction sous le régime Rakosi) pour les questions économiques, politiques et militaires, placés à côté des « communistes sûrs » dans les positions-clés. Ils ont la direction du pays complètement en main, tout comme les Autrichiens au temps du système de Bach après la révolution de 1848.

En plus de la garde

M.V.D. un patron russe est placé auprès de chaque dirigeant politique hongrois le réduisant ainsi au rôle d'exécutant servile.

Résistance :

La reconstruction de l'A.V.H. réduit les possibilités de résistance et de sabotage publics.

Reste le travail

clandestin. Dans les usines et les gares on sabote à l'emballage les produits expédiés en URSS. La nuit on colle des tracts. De temps en temps on tue un A.V.H. avec un pistolet silencieux mais ces attentats diminuent à cause des représailles annoncées à la population (exécution de 50 suspects pour un AVH tué).

L'esprit de vengeance et

de combat vit toujours, les armes sont cachées comme les sentiments. On attend on ne sait quoi mais plus rien de l'Occident.

Étudiants :

Les étudiants sont l'objet de l'attention spéciale du gouvernement.

Perquisitions,

arrestations, déportations, liquidation sans procès, ont pour but de briser les étudiants et les obliger à servir. Selon un rapport parvenu de l'École

Polytechnique, il manquerait environ 40 des étudiants inscrits. Les membres de l'ancienne commission de la Mefesz (Union nationale des étudiants hongrois) restés en Hongrie ont tous disparu, certains pendus, d'autres simplement liquidés.

Ouvriers : Le

gouvernement n'oublie pas non plus que la classe ouvrière s'est rangée du côté de la révolution. Les syndicats ont repris leur ancien rôle et sont retombés sous la direction policière de l'A.V.H. Les responsables syndicaux, agents du régime, sont mis à la place des membres des Conseils ouvriers. Certains conseils sont dissous. Les autres, légalisés, ne peuvent plus tenir leur rôle révolutionnaire.

Relations avec

l'Ouest : Il n'est plus possible de s'enfuir vers l'Occident, la frontière étant complètement fermée. Seules restent quelques chances minimales de passer par la Yougoslavie.

Ceux qui rentrent

sont d'abord détenus par l'A.V.H. Ils sont questionnés plus ou moins longtemps. Après des jours ou des semaines ils sont relâchés. En général tout ce qu'ils apportent avec eux de l'Occident leur est repris, afin que cela ne puisse servir de propagande. On terrorise ces malheureux en leur disant que l'A.V.H. possède des renseignements sur eux, que pendant la révolution ils se sont conduits de telle ou telle manière et que s'ils ne se tiennent pas tranquilles, ils seront traités en conséquence. Naturellement ils promettent de bien se conduire. Alors le régime se sert d'eux pour faire sa propagande. Souvent on leur rend leur logement et on leur donne un emploi. On leur fait faire des déclarations à la radio, dans les journaux, etc. Quand on ne peut plus utiliser le revenant on l'arrête, le congédie de son emploi, le déporte ou le place sous surveillance policière, sous prétexte qu'il a eu autrefois une attitude anti-démocratique ou qu'il a été vu l'arme à la main. Dans tout « revenant » on voit un élément douteux ou un espion.

Les dons de la

Croix-Rouge n'ont aucune utilité. Une grande partie des secours et médicaments envoyés a été directement expédiée aux troupes soviétiques. Début mars, le gouvernement Kadar ne laisse entrer que les envois arrivés par train et les fait distribuer parmi ses proches. La commission agréée n'est qu'une enseigne commerciale car les personnalités membres n'ont aucun moyen de contrôler où vont ces dons. Dans les usines ils sont utilisés comme propagande soviétique.

}}}

En France

L'escroquerie

initiale : La masse des Hongrois passant la frontière désirait avant tout s'éloigner le plus possible de la fournaise soviétique. À tort ou à raison leur principal désir était de mettre l'Océan entre eux et les tanks russes et non de s'installer dans un pays comme la France qu'ils imaginaient entièrement placée sous la menace extérieure (l'Armée Rouge) et intérieure (Parti communistes locaux) du totalitarisme stalinien. Les hésitants éventuels étaient de surcroît mis en garde contre l'inconvénient d'être aiguillés vers les mines ou la Légion étrangère, cela dès leur arrivée en Autriche. Seuls des intellectuels et des étudiants désiraient venir à Paris. Mais la France généreuse comme

chacun sait, tenait à sa réputation et voulait elle aussi sa ration d'âmes à accueillir. Le gouvernement Mollet se déclarait prêt à recevoir les fugitifs hongrois « sans limitation de nombre » alors que tous les autres fixaient un quota. En vain — les Hongrois préféraient les U.S.A, le Canada, le Brésil. On parvint enfin à faire passer quelques trains par la France « en transit » vers les ports d'embarquement.

C'est une partie de cette cargaison humaine, qui, par un abus de confiance caractérisé, fut stoppée en France, et servit de tremplin à la propagande politique officielle en veine de bonne action.

Après accueil en grande pompe du Préfet et de l'Évêque, après discours, fleurs remises par les jeunes filles, embrassades générales et dons spontanés d'une population autant trompée qu'eux-mêmes, les Hongrois apprirent qu'ils devaient rester en France et y chercher du travail. Et puis c'est tout. Chacun rentre chez soi, sauf les Hongrois bien sûr !

Ils étaient parqués dans des camps militaires gardés par des Sénégalais ou des gendarmes.

Les camps :

Plus de dons, d'enthousiasme, de fraternité, ni même de sollicitude administrative. C'était à l'autorité militaire de leur donner le goût du travail.

Un lit de camp et une gamelle (quand ce n'est pas un plat dans lequel on pique à 20 à la fois). Débrouillez-vous pour sortir de là.

Pas de bulletin en hongrois, dans la plupart des camps pas d'interprète. Le premier mois l'armée leur remet 500 F par semaine et 20 cigarettes ; le deuxième 500 F par quinzaine et pas de cigarette ; le troisième pas d'argent, pas de cigarette. Quant aux innombrables colis envoyés par les Français sentimentaux, pas un seul n'est distribué.

Certains tentèrent de gagner en groupe la frontière et furent rattrapés par l'armée qui les « persuada » de rester en France (Jura, Nancy...)

Conditions de

travail : Peu à peu de bureau administratif en bureau de secours, de bureau de secours en bureau de placement, de bureau de placement en bureau d'embauche le Hongrois fait l'apprentissage de la vie en France. À

Paris ils marchaient toute la journée d'un bout l'autre de la ville car on ne leur remettait qu'un seul ticket de métro par jour et les camps étaient en banlieue. D'autres étaient entassés en pleine campagne hors de portée de marche de toute ville, sans moyen de transport (par exemple près de Châtelleraut) ceux qui ne trouvaient pas rapidement du travail étaient quel que soit leur métier sollicités

pour les mines (sans parler de la Légion qui parvint à glaner quelques individus lassés). Ceux qui refusaient de travailler dans les houillères se voyaient couper toute aide administrative comme fainéants. Ceux qui trouvèrent à s'embaucher dans la région parisienne sont payés à peu près décentement ; pas toujours au tarif syndical, mais en moyenne 160 à 170 F de l'heure dans la métallurgie, par contre en province (sauf peut-être en Alsace) beaucoup ont le sentiment d'avoir été honteusement exploités, spécialement dans les régions agricoles (Camps de Digne et de Châtellerauld). Enfin, dans les bassins miniers de la Loire, du Nord et du Pas de Calais, des mineurs professionnels furent payés au tarif minimum de 108 F l'heure ! Souvent après 15 jours de labeur au fond de la mine ils revenaient avec une fiche de paye sur laquelle après retenue des frais de cantine etc., on leur payait 2.000 Frs. C'est pour cette raison que la plupart des mineurs abandonnèrent les mines et cherchèrent du travail dans la métallurgie. Mais l'hostilité et la propagande communiste les poursuivaient dans les usines une bagarre fut même organisée par les communistes à Sochaux entre Algériens et Hongrois pour forcer ceux-ci à quitter les usines Peugeot.

À

l'inverse de ce qui s'est passé en Autriche et en Allemagne où les syndicats unifiés (O.G.B. Et D.G.B.) ont pris en main le recensement et le placement des réfugiés dans l'économie du pays, en France aussi bien F.O. que C.F.T.C. se sont complètement désintéressés de la question et n'ont même pas jugé nécessaire de visiter les camps pour se rendre compte de la situation des réfugiés.

Le logement :

La question, du logement est celle qui préoccupe de la façon la plus dramatique les réfugiés. En effet, dès que l'un d'entre eux commence à travailler il doit quitter le camp et chercher à se loger. Il n'y a alors que l'hôtel garni. Dans la région parisienne cela se traduit par une dépense de 4 à 5.000 F par semaine pour un réfugié qui en gagne 7.000. Et il n'est pas rare que des réfugiés sans logement couchent dans le métro.

Or des centaines

d'offres de logement émanant de particuliers, ou des offres de familles françaises d'héberger, habiller, prendre en charge une famille hongroise sont parvenues tant aux services sociaux qu'au secours catholique par exemple, qui refusent de les communiquer à quiconque. Un tri secret où entrent en compte aussi bien la croyance religieuse (L'Assistance Sociale d'État est en fait monopolisée par des catholiques) que la condition sociale (on s'occupe surtout des « gens biens ») et des supputations sur le passé judiciaire (prison politique confondue avec pénale) ou l'état d'esprit (les revendicatifs sont mals côtés) élimine la plupart

des postulants. Et les offres restent dans les tiroirs.

La charité :

Il est bon de noter comment l'Église catholique a utilisé l'accueil des Hongrois pour se mettre sur le même pied que l'État,

voire supplanter ce dernier par tout son réseau de secours divers. Et pourtant l'émotion soulevée, la solidarité développée chez des milliers de braves gens anonymes n'ont abouti qu'à une énorme tartufferie [1]—

Si oui, voici des habits usagés —

Si non, en voilà de neufs.">.

Le comité,

interministériel est composé en grande partie de gens pour qui la question des réfugiés constitue un magnifique fromage. Ils bloquent l'argent collecté et le détournent de sa destination. Pour eux les réfugiés

sont des empêcheurs de danser en rond ; le gouvernement

Kadar est très bien et ils ne comprennent pas que les Hongrois

désireux de rentrer en Hongrie ne soient pas plus nombreux.

Quelques convois

prennent quand même la destination de la Hongrie... Avant que

le gouvernement Kadar n'en fasse l'usage qui lui plaît et que

l'on sait (voir plus haut) il peut leur arriver bien des ennuis :

on a cité le cas de l'Ambassadeur de France en Hongrie, un

certain Boncourt, qui sur 5 camions de médicaments de la Croix Rouge autorisés à pénétrer en Hongrie en

a fait vider un et l'a rempli de caisses de champagne pour son ambassade à Budapest.

}}}

L'hypocrisie de l'Occident répond à la répression

« soviétique »

Insurrection armée

— Conseils ouvriers —

Grève générale. La Révolution hongroise a accompli le maximum qui lui était possible dans la conjoncture internationale.

Les révolutionnaires

hongrois ont été un moment salués par l'Occident

comme des héros de sa cause.

Maintenant à

l'Ouest comme à l'Est ils ne sont plus que des gêneurs

pour la conscience — si elle

existe — des politiciens.

Si leur venue a été

saluée apparemment par de grandes manifestations de sympathies

à l'Ouest, il ne faut pas se cacher que les États

occidentaux n'ont pas tardé à prendre une attitude

méfiantes sinon hostile envers ces « échappés

de prison », « repris de justice »,

« bandits armés », qui sont

l'incarnation même de la subversion sociale, de l'indiscipline

vis-à-vis de l'État,

en un mot de la Révolution.

La solidarité des
États de l'Ouest et
de l'Est contre ces perturbateurs s'est traduite par la passivité
subite de tous les services administratifs dérangés
avec bruit pour les Hongrois, par le blocage de tous les efforts
individuels qui avaient bien voulu faire confiance aux institutions
(État, Église,
Croix-Rouge).

Les hommes de bonne
volonté une fois de plus ont été joués
par les mécanismes officiels qui les ont ignoblement trompés.
Seule la solidarité
directe des travailleurs aurait pu, et en certains cas a pu, faire
réellement
quelque chose.

Solidarité
internationale Antifasciste (S.I.A.)
Commission de solidarité
avec la Hongrie, Président :
Albert Camus, Secrétariat :
28 rue Serpente Paris VIe

[1] Les
catholiques ne sont pas seuls dans l'odieux On nous a rapporté
l'exemple de cette assistante sociale envoyée dans un
organisme de secours protestant pour habiller un réfugié :
— Est-ce un ouvrier ?

État, Capital, Prolétariat

(Conclusions sur un cours d'économie politique)

Si nous avons publié
dans les N° 3 et 4 de « N.et R. » certains
fragments du cours de l'Institut d'Études
Politiques (Sc. Po.) de M.Delouvrier, c'est parce que les passages
choisis, bien qu'émanant d'un économiste bourgeois
officiel (Directeur des Finances de la Communauté Européenne
du Charbon et de l'acier) apportaient de l'eau au moulin de toutes
les écoles socialistes en général et surtout
qu'ils venaient confirmer de l'intérieur même du système
certaines critiques anarchistes du Capitalisme et de l'État.

LES TROIS ACTEURS

État,
Capital et Classe Ouvrière sont pour ce financier comme pour

nous les trois acteurs d'un drame dont chacun se demande si le socialisme en sera le dénouement. Depuis longtemps les anarchistes ont montré que le problème de l'État était la pierre d'achoppement du socialisme marxiste qui ne voit que deux acteurs : le Capital et le Proletariat, chacun se servant inversement de l'État comme d'un instrument. Or l'État n'est pas un outil docile mais une force autonome. Il est clair que le raisonnement léniniste a « calé » là-dessus et, depuis, la question de l'État, frappée d'interdit par le stalinisme n'est plus l'objet d'aucune étude dans aucun des partis communistes qui attaquent le Capital au nom du Socialisme, pas plus qu'en aucun parti socialiste d'ailleurs. Cette pudeur des partis de gauche que n'avait pas le syndicalisme révolutionnaire vis-à-vis du problème-clef de toute réorganisation sociale les dénonce comme autant d'imposteurs. Ne voulant voir que deux acteurs des luttes économique-sociales ils dissimulent l'importance du troisième larron : c'est-à-dire la subsistance même de leur propre existence.

LA MONTÉE de l'ÉTAT

**Dans tous les pays
l'État est devenu
le facteur déterminant, non seulement régulateur mais
moteur, des mécanismes économiques.**

Si cela est évident à l'Est il en va progressivement de même à l'Ouest. En France un Delouvrier énonce (N. et R. n° 4) que l'État est maintenant le premier capitaliste du pays, comme le premier investisseur, le premier redistributeur de revenus, et le premier employeur. Ce rôle n'est pas très différent de celui de l'État des « Démocraties populaires » transition entre le capitalisme libéral et l'étatisme complet. La différence, de taille, est qu'ici subsiste le Grand Capital privé international. La montée relative de l'État par rapport au Capital est cependant un phénomène continu dû premièrement aux grandes crises du capitalisme obligeant celui-ci à reconnaître sa faillite et à abdiquer sa puissance vaine, et deuxièmement aux

guerres assurant l'omnipotence de l'État,
omnipotence acceptée comme provisoire par le capital mais sur
laquelle il ne peut ensuite revenir beaucoup.

La rivalité
opposant l'État au Grand Capital amène d'une façon
générale la subordination du second au premier.

L'État

n'est plus seulement « superstructure » reflet
institutionnel de la structure économique capitaliste, il
devient lui-même la structure centrale de la société.

Même aux

États-Unis où

le capitalisme est bien moins sclérosé qu'en France
l'État est devenu un partenaire avec qui il faut compter et
non un simple serviteur de Wall Street.

Regardons un État,

la France : il a ses organismes, ses développements, ses
tendances, ses réactions propres. Il a son personnel propre
composé des grands corps de l'État

(Armée, Magistrature, Conseil d'État,

Corps Préfectoral, Inspection des Finances —

Delouvrier est Inspecteur des Finances —

Mines, Ponts et Chaussées, etc., etc.) appuyés sur

toute une bureaucratie (Ministères, Offices, Instituts...)

formant une couche sociale dirigeante de plus en plus distincte par
ses intérêts, sinon par ses origines, de la bourgeoisie
d'affaires et pouvant la supplanter.

En effet cette sorte de

« classe d'État » atteint souvent une
conception plus unifiée, plus cohérente, plus globale,
plus moderne des problèmes économiques et sociaux et
enfin elle a les moyens de décision et de contrainte.

Cette couche dirigeante

où l'on accède moins par le mérite que par la

solidarité de groupe (« la République des

camarades ») et les francs-maçonneries s'est

sensiblement renouvelée à tel point qu'elle est

aujourd'hui truffée de sociaux-démocrates et même

d'anciens syndicalistes à côté des

« spécialistes » les uns et les autres

imbus de conceptions technocratiques.

La fausse solution des nationalisations

L'État

créé pour la défense du Capital dévore

peu à peu celui qu'il est chargé de protéger. En

réglementant, contrôlant, subventionnant le capital il

finit par se l'appropriier directement —

évolution qui a son plus grand achèvement dans l'Italie

mussolinienne ou l'Allemagne nazie —.

L'État se substitue

aux détenteurs privés des moyens de production et peut même se montrer capable d'obtenir un rendement plus régulier, plus rentable : meilleur exploitateur. Le Capital change de mains, l'exploitation demeure.

Quel est en effet le but

des nationalisations, mot d'ordre de gauche ? M. Delouvrier nous le dit :

—

La Banque de France (réformée en 1936, nationalisée en 1945) « mesure surtout spectaculaire sans incidence directe sur la politique économique. » (N. et R. n° 3)

—

Les quatre Grandes Banques de dépôt (B.N..I., Crédit L., S. Gle, Crédit d'Escompte nationalisés en 1945) même chose : « la plupart des dirigeants furent maintenus à leur poste et l'intrusion de syndicalistes dans les Conseils d'Administration n'a pas changé le comportement de ces banques. » (N° 4)

—

Les usines de guerre (1936) pour rendre service aux militaires et préparer la nation à la guerre (n° 3)

—

Les Compagnies Aériennes (A.F.) et de Navigation (CGT) pour leur éviter la faillite après la crise de 1930.

Les Chemins de fer (S.N.C.F. 1937) de même pour faire payer par tous les contribuables —

pratiquement les salariés —

le transport des marchandises au tarif le plus bas que demandent les capitalistes (n° 4)

—

Les Transports parisiens (R.A.T.P., 1946) pour faire payer par les mêmes contribuables le transport des travailleurs que les capitalistes ne veulent pas payer.

—

L'électricité et le gaz. Élever

rapidement la production et faire payer par les mêmes salariés l'équipement nécessaire aux capitalistes voulant avoir l'énergie à bon marché (n° 4)

—

Les Houillères du Nord et du Pas de Calais, comme Renault, Berliet, etc. mises sous séquestres pour obtenir un meilleur rendement des ouvriers décidés à lutter contre les anciens patrons et à les chasser. (n° 4)

—

Les grands groupes d'Assurance pour libérer l'État de son principal rival financier.

RÉSULTAT DE LA COLLABORATION RÉFORMISTE

Les partis dits ouvriers et la bureaucratie syndicale, qui s'étaient fait les artisans de cette transformation de Capital privé en Capital d'État, ont installé leurs représentants dans les conseils d'administration des entreprises transformées. Ce résultat a été non de diminuer l'exploitation des travailleurs mais de la renforcer, car les nouveaux serviteurs de l'État et du Capital, depuis les Comités d'Entreprise jusqu'aux Commissions des ministères, avaient plus d'autorité pour faire taire les ouvriers que les anciens bourgeois.

« Communistes », « Socialistes », « Syndicalistes » sont devenus en permanence les « loyaux gérants » du capitalisme (comme disait Blum en 1936) ils ont pu déclarer tout à loisir qu'« il fallait savoir terminer une grève » (Thorez à la même époque), « se tuer au travail dans la mine comme le soldat au front » (Lecoq en 1945), « retourner ses manches », etc., etc. Grâce à eux, grâce à cette combinaison de la « démocratie populaire » et du capitalisme bourgeois il fut possible après la « Libération » :

—
de conserver l'essentiel de la législation de Daladier, Reynaud. et de Vichy (n° 4) ;

—
de remettre immédiatement au travail la classe ouvrière sans perdre son temps en revendications comme en 1919 (n° 4) ;

—
de passer sur de vains. préjugés démodés de 40 h. de travail (n° 4) ;

de freiner volontairement la reconstruction grâce au plan Monnet (n° 4)

En une vingtaine d'années la bourgeoisie et l'État ont appris à s'entendre avec un nouveau pouvoir : la bureaucratie syndicale et politique.

La comparaison entre les ministères Blum 1936 et Mollet 1956 est éloquente :

en 1936 :

grosse émotion, c'est la première fois que les socialistes sont au pouvoir. La dialectique du gouvernement de gauche observe deux phases, dans aucune il n'a de politique propre.

1re phase —

il se voit imposer une politique par les masses (Accord Matignon...).

Patronat et

Droite ont peur. « Il

ne fut pas utile de recourir aux décrets-lois. Le Sénat lui-même votait tout » (n° 3).

2e phase —

après la « pause » il fait la politique des capitalistes ; celle de la confiance aux porteurs de bons et de francs et finalement la droite (le Sénat) le chassera pour gouverner à loisir et avec les pleins pouvoirs cette fois.

En 1956 :

Toujours sans aucune politique propre mais ayant obtenu les pleins pouvoirs (avec l'assentiment du Parti Communiste) le gouvernement de gauche fait d'emblée la politique de la droite. Aucune émotion — c'est normal.

Le gouvernement de gauche n'a plus à craindre — comme avant-guerre —

« la grève alternée des capitaux et des travailleurs ». (n° 3) il rassure les premiers et mate les seconds mieux que la droite. Il a parfaitement appris ce que Charles Rist regrettait pour lui qu'il ne sache pas en 1937 « la nécessité de maintenir quel que soit le programme théorique sur lequel on s'appuie les forces permanentes d'un État »

(n° 3)

Il n'y a pas plus d'États

capitalistes que d'États

socialistes mais partout l'État

principal capitaliste et adversaire antinomique du socialisme.

Quand l'État

se propose de servir l'intérêt général il peut encore abuser pas mal de monde.

Les anarchistes

adversaires aussi également de l'État

que du Capital privé, des écoles étatiques

occidentale qu'orientale, dénoncent ces mythes que sont les nationalisations et les gouvernements de gauche qui ne peuvent qu'accroître la bureaucratie et tourner le dos au socialisme.

Ce ne sont jamais les

voies parlementaires qui rapprochent du socialisme (n° 3 et n° 4), mais l'action directe de la classe ouvrière.

Ce sont les deux

chambres « rouges » celle de 1914 et celle de 1936 qui ont jeté le peuple dans les guerres —

se montrant ainsi meilleurs serviteurs du monstre étatique.

RÔLE DE LA CLASSE OUVRIÈRE

Par contre toute la

dynamique économique-sociale est soumise au flux de la combativité ouvrière : 1919, 1936, 1947, 1953, 1955 et à son reflux : 1938 (n° 3). Flux échappant entièrement aux bureaucraties « ouvrières »

qui se contentent d'être portées par le flot montant (n° 3).

C'est le prolétariat
qui dicte à la bourgeoisie et à l'État
leurs conditions de profit. C'est l'État
qui reprend tout pour le capital dès que les porte-paroles de
la classe ouvrière se sont amalgamés à lui.

La seule manière
pour les travailleurs d'en finir avec cet interminable jeu de
passe-passe c'est de se saisir du capital installé, des moyens
de production « l'occupation d'usine c'est l'atteinte la
plus grave que l'on
puisse faire à l'autorité patronale [...] Un patron
dans une usine remplie par la grève n'y trouve plus sa place
[...] » (N° 3).

Ce peut être,
surtout, pourvu qu'elle soit généralisée, le
premier pas vers une socialisation fondamentale de l'économie
enlevant toute raison d'être du Capitalisme et de l'État.
C'est dans l'usine, aujourd'hui et sans intermédiaires, que
les ouvriers peuvent construire le véritable socialisme, non
par des représentants envoyés dans les bureaux du
Parlement (bourgeois ou non), des Partis, des Syndicats.
J. Presly